



Service : Techniques
JNV/CPT/MM/AA
N°AR-2022-379

922/1067
République Française

Département du Nord

Ville de Marly

ARRÊTÉ DU MAIRE

Objet : STATIONNEMENT INTERDIT POUR DÉPOT DE BENNE AU 61 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER – 59770 MARLY

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale notamment son article L 2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le code de la route, notamment ses articles R 417-6, R 417-9, R 417-10, R 417-11 et L325-1 à L.325-13

Vu le code pénal, notamment son article R 610-5

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 24 novembre 1967 dans sa version consolidée au 04 septembre 2008,

Considérant la demande de la société FRERES MONTIER – 215 rue Jean Jaurès – 59970 FRESNES SUR ESCAUT visant à obtenir une autorisation de stationnement du 02 au 13 janvier 2023 pour la pose d'une benne, devant le n°61 rue Paul Vaillant Couturier - 59770 MARLY.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité nécessaires et réglementer le stationnement pour faciliter le dépôt de benne.

ARRÊTE

Article 1 : Le stationnement des véhicules sera interdit devant le n°61 rue Paul Vaillant Couturier - 59770 MARLY, pour permettre le stationnement d'une benne de 13m³, du 02 au 13 janvier 2023.

Article 2 : Cette interdiction sera matérialisée par la pose de panneaux de type BK6a1.

Article 3 : Le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public aura durant cette période un emplacement exclusivement réservé pour le stationnement d'une benne et s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à la sécurité des piétons et usagers de la route. Les piétons seront invités à emprunter le trottoir opposé si l'occupation du trottoir est concernée.

Article 4 : Toutes les dispositions seront prises par le titulaire de la présente autorisation afin d'éviter que la voirie et ses dépendances ne soient détériorées par le dépôt de la benne.

Article 5 : Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée, le ou les véhicules contrevenants éventuellement aux présentes prescriptions seront verbalisés et leurs véhicules mis en fourrière aux frais du propriétaire conformément au Code de la route.

Article 6 : Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux véhicules de police, de gendarmerie, de secours et lutte contre l'incendie.

Article 7 : Les panneaux réglementaires seront fournis et mis en place par la société FRERES MONTIER. La signalisation temporaire modifiant le stationnement des véhicules sera mise en place de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur, notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière. (Livre 1 -8ème partie : signalisation temporaire).

Article 8 : La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment.